

JOAQUIN BAYO DELGADO  
CONTROLEUR ADJOINT

M. Vincenzo SALVATORE  
Délégué à la protection des données  
Agence européenne des médicaments (EMA)  
7 Westferry Circus  
Canary Wharf  
UK - London E14 4HB  
ROYAUME-UNI

Bruxelles, le 31 août 2007  
JBD/SM/ktl D(2007)1305 C 2007-0497

**Objet:** Notification en vue d'un contrôle préalable concernant le traitement de données à caractère personnel aux fins de la délivrance du certificat d'immatriculation diplomatique

**V/réf:** EMA/361372/2007

Cher M. Salvatore,

Je vous remercie de votre notification relative à un contrôle préalable concernant le certificat d'immatriculation diplomatique. Après avoir examiné les éléments d'information figurant dans la notification, le CEPD estime que la délivrance de ce certificat ne doit pas faire l'objet d'un contrôle préalable conformément à l'article 27 du règlement (CE) n° 45/2001.

L'article 27, paragraphe 1, dudit règlement prévoit que *"les traitements susceptibles de présenter des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées du fait de leur nature, de leur portée ou de leurs finalités sont soumis au contrôle préalable du contrôleur européen de la protection des données"*. L'article 27, paragraphe 2, donne un certain nombre d'exemples susceptibles de présenter de tels risques. Cette liste n'étant pas exhaustive, le CEPD a inclus certains cas particuliers relevant de l'article 27, paragraphe 1, et non mentionnés à l'article 27, paragraphe 2, tels que les données biométriques et la violation de la confidentialité.

La notification relative au certificat d'immatriculation diplomatique indique que le risque particulier réside dans le fait qu'une photographie de la personne concernée révélera son origine ethnique. Le CEPD est d'avis que le traitement d'une photographie aux fins de la délivrance du certificat d'immatriculation diplomatique ne constitue pas en soi un risque particulier pour les droits et libertés de la personne concernée qui nécessiterait un contrôle préalable. En effet, bien que les photographies soient considérées comme des données biométriques, elles ne présentent pas de risques particuliers lorsqu'elles sont utilisées seules, indépendamment d'autres données appartenant à cette catégorie. Pour ce qui est du fait qu'elles révèlent l'origine ethnique et qu'elles relèvent donc de l'article 10 du règlement, il convient de ne pas perdre de vue que toutes les données sensibles

définies à l'article 10 ne sont pas considérées comme un critère au sens de l'article 27, paragraphe 2, point a).

Si vous avez d'autres questions concernant les points évoqués dans la présente lettre, n'hésitez pas à me contacter.

Bien à vous,

Joaquín BAYO DELGADO